

505 LM 77/8

3723

(1945-46,
1952, 5h)

Reconstruction de la gare de St-Pol (Nord)

	C.A.	18. 7.45	5	V
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.		21. 7.45		
Arrêté		14. 6.46	(J.O. 23. 6.46)	
	C.A.	19. 3.52	15	VII 4° -
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.		26. 3.52		
	C.A.	10. 3.54	16	VIII f)

10 mars 1954

3723

Extrait du P.V. de la séance du Conseil d'Administration

du 10 mars 1954

P.:18

VIII - Questions diverses

f) Suite donnée par l'Administration Supérieure aux
projets approuvés par le Conseil.

M. LE PRESIDENT fait connaître que M. le Ministre des
Travaux Publics, des Transports et du Tourisme a approuvé:

-
- par dépêche du 12 février 1954, le projet de reconstruction
(programme réduit) de la gare et du dépôt de St-Pol-sur-Ter-
noise, dont le Conseil avait autorisé la transmission le 19
mars 1952.
-

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 26 mars 1952

D 3300/6

C O P I E

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de soumettre, ci-joint, à votre approbation, en deux exemplaires, un projet relatif à la reconstruction avec modifications de la gare et du dépôt de St-Pol-sur-Ternoise.

Ce projet, qui a été revu pour réduire au strict minimum compatible avec les nécessités de l'exploitation les dispositions prévues, annule et remplace celui qui vous a été adressé le 21 juillet 1945.

Le montant du projet est évalué à 110 M., dont 38,2 M. correspondant aux travaux exécutés au 1er janvier 1951 et 71,8 M., aux prix de 1950, aux travaux restant à faire.

Aux prix actuels, les travaux restant à réaliser représenteraient 110 M. environ.

Je vous serais obligé de bien vouloir, après décision, me renvoyer un exemplaire du dit projet et, si vous n'y avez pas d'objection, l'approuver comme suite et complément des travaux primitivement déclarés d'utilité publique pour la ligne d'Arras à Etaples.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Pierre TISSIER.

Monsieur le Ministre des Travaux Publics, des Transports
et du Tourisme.

19 mars 1952

3723

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 19 mars 1952

P. 15

VII - Projets et questions techniques

- 1°) Reconstruction des installations de Belfort (projet réduit)
- 2°) Reconstruction des installations de Strasbourg (projet réduit)
- 3°) Reconstruction du dépôt et de l'atelier de voitures et wagons de Leas (projet réduit)
- 4°) Reconstruction des installations de St-Pol-sur-Ternoise (projet réduit)
- 5°) Reconstruction des installations de Laval (projet réduit).

Sur le rapport de M. PORCHER, le Conseil approuve les projets.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le 3 MARS 1952

NOTE

Inde Brichoffe

pour Messieurs les Membres du Conseil d'Administration
au sujet de la reconstruction avec modifications de la gare
et du dépôt de SAINT-POL-sur-TERNOISE
(Projet réduit)

A l'occasion de la reconstruction de la gare et du dépôt de SAINT-POL, en grande partie détruits en 1944, il avait été prévu d'apporter certaines améliorations destinées à faciliter le service et à donner plus de souplesse à l'exploitation.

Un projet de reconstruction établi à cet effet et approuvé par le Conseil d'Administration dans sa séance du 18 juillet 1945 comportait essentiellement :

Gare

- la reconstruction du bâtiment des voyageurs
- la banalisation des voies principales et l'allongement des quais à voyageurs,
- le remaniement avec allongement des voies côté ARRAS,
- la reconstruction du Poste 1 à un nouvel emplacement
- la reconstruction de la halle à marchandises et du quai de chargement suivant de nouvelles dispositions,
- l'amélioration des voies du service local,
- le report de l'atelier des visiteurs et du chantier de la voie du côté opposé au bâtiment des voyageurs.

Dépôt (qui dans le cadre de la réduction générale n'est plus qu'une annexe du dépôt de BETHUNE)

- la transformation en atelier de la remise à machines,
- l'aménagement d'un faisceau de remisage avec suppression du pont tournant inutile du fait que la gare est dotée d'un triangle de tournage

Dans le cadre de ce projet et sous le couvert de l'autorisation d'exécuter d'urgence du 6 juillet 1945, il a été procédé :

- à la remise en état, suivant leurs dispositions anciennes, des installations de voies détruites et de la cour des marchandises,

.....

- à l'installation provisoire des services voyageurs et de gare dans des baraquements,
- à la reconstruction de la halle à marchandises détruite,
- à la construction d'un quai en bout et de locaux pour magasin, bureaux et ateliers des services V.B

Dans le souci de réduire les dépenses, il a été reconnu possible d'abandonner :

- l'allongement des voies de garage impair,
- l'allongement des quais à voyageurs et le remaniement de la cour des marchandises,
- le report côté impair des installations du service V.B et du chantier de désinfection,
- la reconstruction définitive de la halle à marchandises (le bâtiment provisoire étant maintenu)
- de ramener de 790 à 580 m² la surface du bâtiment des voyageurs
- de réduire à 30 m³ la capacité du réservoir de 75 m³ détruit.

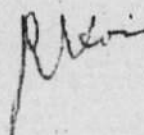
L'ensemble des abandons et réductions représente une économie de 120 MF (prix 1950) par rapport au projet initial, soit 180 MF aux prix actuels.

Les travaux qui restent à faire (II du croquis) se rapportent uniquement au rétablissement en définitif d'installations provisoires (B.V - Poste d'enclenchements mécaniques, bâtiment de l'usine élévatoire et réservoir de 30 m³) auquel s'ajoutent l'allongement de 30 m vers ARRAS du quai n°1 et la reconstruction définitive des petits bâtiments du service de la voie en bordure de la R.N. 39 dont la déviation prévue au plan d'urbanisme de SAINT-POL est prise en charge par le M.R.U.

Le montant total du projet ainsi réduit est évalué à 110 MF dont 38,2 MF correspondent aux travaux déjà exécutés au 1er janvier 1951 et 71,8 MF (prix de 1950), soit 110 MF environ aux prix actuels, aux travaux restant à faire.

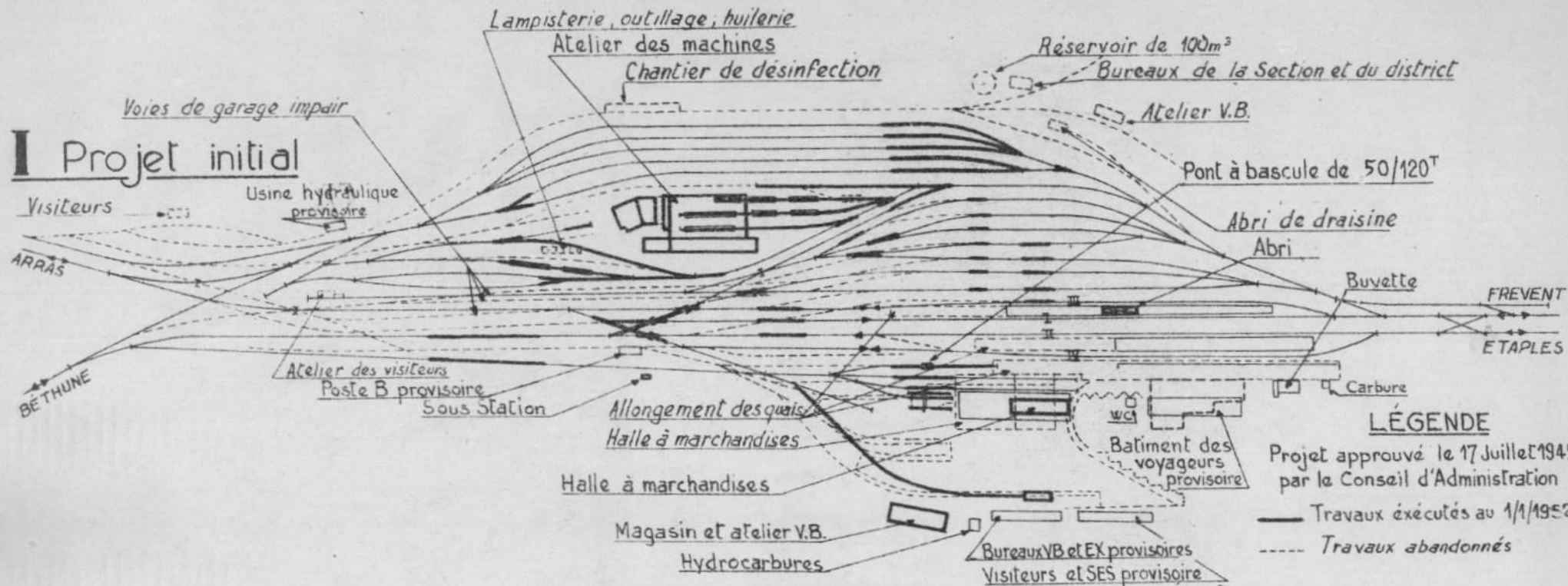
Il est proposé à Messieurs les Membres du Conseil d'Administration de bien vouloir approuver le présent projet.

Le Directeur des Installations fixes,

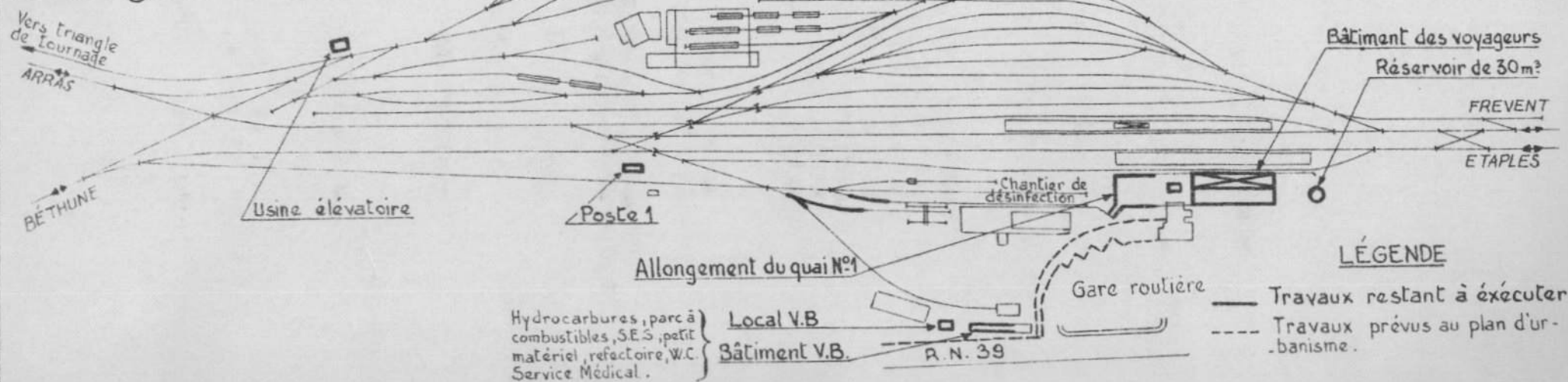


S^T POL - sur - TERNOISE

I Projet initial



II Projet réduit



Extrait du Journal Officiel Lois et décrets

du 23 juin 1946

Arrêté du 14 juin 1946 déclarant d'utilité publique des travaux à effectuer par la S.N.C.F. dans trente-neuf départements

Le ministre des travaux publics et des transports, le ministre de l'économie nationale et le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme;

Vu le décret du 30 octobre 1935 relatif à l'expropriation et à l'occupation temporaire des propriétés nécessaires aux travaux militaires;

Vu la loi validée du 11 octobre 1940, modifiée par les art. 56 à 58 de l'acte dit loi du 31 décembre 1942 portant fixation du budget pour l'exercice 1943, tendant à simplifier les procédures d'expropriation pour l'exécution d'urgence de travaux destinés à lutter contre le chômage;

Vu l'ordonnance n° 45-2492 du 24 octobre 1945 relative à la simplification de la procédure d'expropriation en cas d'urgence;

Vu le décret n° 46-143 du 20 janvier 1946 portant règlement d'administration publique, relatif aux conditions d'application de la loi validée du 11 octobre 1940;

Sur la proposition du directeur général des chemins de fer et des transports et après avis de la commission de contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public,

Arrêtent :

Art. 1er - Sont déclarés d'utilité publique et urgents les travaux énumérés ci-après, entraînant des acquisitions de terrains, des modifications aux chemins et aux cours d'eau et faisant partie de ceux qui figurent dans les programmes de la S.N.C.F., actuellement en cours de réalisation (programme de reconstruction, programme quinquennal, programme spécial d'équipement, programme normal de travaux complémentaires) :

Désignation des travaux	Communes	Départements
Région Nord		
SAINT-POL - Reconstruction de la gare avec améliorations	Saint-POL, Saint-Michel	Pas-de-Calais

Art. 2 - Il sera procédé à l'acquisition des terrains nécessaires à l'exécution des travaux en se conformant aux dispositions du décret-loi du 30 octobre 1935 et de l'acte dit loi du 11 octobre 1940. La commission de contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public devra être consultée pour toutes les opérations

expropriations particulières entrant dans sa compétence.

Art. 3 - Les préfets du Pas-de-Calais, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à Paris, le 14 juin 1946.

Le ministre des travaux publics
et des transports,

Jules MOCH.

Pour le ministre de l'économie nationale,
le chef de cabinet,

Georges REBER.

Pour le ministre de la reconstruction et
de l'urbanisme,
le directeur du cabinet,

Jacques-Auguste MEAUDRE de SUGNY.

8723

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 21 juillet 1945

Ligne d'Arras à Etaples

Saint-Pol

C O P I E

Reconstruction avec modifications

Veg³ 39 289 073 3

9
3300-6

Comme suite à la décision du
Conseil du 18 juillet 1945.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de soumettre, ci-joint, à votre approbation, en 2 exemplaires le projet relatif à la reconstruction, avec amélioration, de la gare de Saint-Pol. Ce projet comporte l'acquisition des terrains nécessaires au report sur le côté gauche de la gare du chantier du Service de la Voie et du chantier de désinfection.

Ce projet figure au programme ordinaire des Travaux Complémentaires de l'exercice 1945, sous la rubrique "Amélioration d'installations connexes de la Reconstruction".

Je vous serais obligé de bien vouloir, après décision, me renvoyer un exemplaire du projet, et, si vous n'y avez pas d'objection, l'approuver comme suite et complément des travaux primitivement déclarés d'utilité publique pour la construction de la ligne d'Arras à Etaples.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

Monsieur le Ministre des Travaux Publics et des Transports, Direction
Générale des Transports, 244 Bd Saint-Germain - PARIS 7° -

18 juillet 1945

8723

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 18 juillet 1945

QUESTION V - Projets

Gare de Saint-Pol

P.V. (p.5)

M. LEMAIRE précise que la gare et ses dépendances seraient reconstruites avec certaines modifications destinées à faciliter le service et à donner plus de souplesse à l'exploitation.

Ces modifications, en ce qui concerne la gare proprement dite, comportent essentiellement le remaniement de la tête des voies côté Arras avec réduction corrélative du nombre et de la longueur des voies principales à la traversée de la gare, l'amélioration des voies du service local de débord, le report côté P.V. de l'atelier des visiteurs et du chantier VB, l'allongement des quais à voyageurs. Le projet réserve, en outre, l'emplacement d'une gare routière.

Quant au dépôt, il serait rétabli pour le même effectif de locomotives. Mais la remise à machines serait transformée en ateliers. D'autre part, un faisceau de remisage serait aménagé avec suppression corrélative du pont tournant, inutile du fait que la gare est dotée à son extrémité d'un triangle de tournage.

La dépense, de 45 M., serait imputée au compte de la reconstruction, à l'exception d'une somme de 1,2 M. correspondant à des acquisitions de terrains et à inscrire au compte de premier établissement.

Le Conseil a prouvé le projet.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

N O T E

pour MM. les Membres du Conseil d'Administration

au sujet de la

Reconstruction avec modifications de la gare de Saint-Pol.

Les installations de la gare du dépôt de Saint-Pol ont subi, comme le montre le croquis I ci-joint, d'importantes destructions du fait des bombardements.

La S.N.C.F. envisage à l'occasion de leur reconstruction, d'y apporter diverses modifications destinées à faciliter le service et à donner plus de souplesse dans l'exploitation. Ces modifications concernent essentiellement le remaniement de la tête des voies côté Arras, le tracé des voies du service local, la disposition de la halle aux marchandises et des quais de chargement, l'emplacement de l'atelier des visiteurs et du chantier VB, la transformation de la remise à machines en ateliers et l'établissement d'un petit faisceau de remisage. Les quais à voyageurs seront allongés et les voies principales banalisées.

Le projet réserve l'emplacement, entre le BV reconstruit et la nouvelle halle aux marchandises, d'une gare routière pour la desserte de la Région de St Pol.

Les dispositions prévues qui nécessitent une légère extension de nos emprises sont figurées sur le croquis II ci-joint.

Le projet de reconstruction et d'aménagement de la ville de St Pol n'étant pas encore approuvé, la S.N.C.F. s'est rapprochée de l'urbaniste chargé d'établir ce projet et elle s'est assurée que les dispositions qu'elle soumet sont compatibles avec les études du projet de reconstruction et d'aménagement de la ville telles que ces études se présentent actuellement.

Les dépenses du projet, y compris celles de déblaiement et de reconstruction faites depuis la libération et restant à faire, sont évaluées à 45 millions.

Suivant la méthode que nous avons employée jusqu'à présent

dans la préparation de nos projets, les dépenses du présent projet seraient à imputer au compte de la Reconstruction à l'exception de celles des acquisitions de terrains, (1,2 M) qui seraient imputées au compte de 1er établissement.

Or, par dépêche du 5 juin 1945, M. le Ministre des Travaux Publics a demandé que certaines modifications soient apportées dans la présentation des projets de reconstruction qui ne comporteront plus que l'estimation globale des dépenses et celle de la reconstruction en identique des installations détruites ou endommagées.

Sans préjuger du principe qui sera adopté pour la répartition des dépenses entre les comptes reconstruction et TC et pour ne pas retarder l'approbation technique du présent projet par l'autorité supérieure, nous avons cru devoir présenter celui-ci sans autres indications que celles des dépenses totales étant entendu que nous fournirons ultérieurement, dès qu'ils seront établis, tous renseignements complémentaires demandés par la dépêche susvisée du 5 juin 1945.

Il est demandé à MM. les Membres du Conseil d'Administration de bien vouloir approuver le présent projet sous réserve de la répartition des dépenses qui sera faite suivant le principe général qui sera arrêté ultérieurement.

Le Directeur du Service Central
des Installations Fixes et de la
Construction.

Klein